

GRÈVE AU DÉPÔT DE BUS KEOLIS

« On ne demande que le maintien de tous nos acquis »

Interview

Verneuil-sur-Seine

Vendredi 14 octobre, au dépôt de bus Keolis de Verneuil-sur-Seine (Yvelines), deuxième jour de grève des employés de l'entreprise de transport routier qui emploie 146 salariés sur 3 sites. Le piquet de grève occupe l'entrée du site. C'est l'effervescence, tous se préparent à accueillir leurs collègues du site de Montesson. La discussion s'engage avec les délégués des 3 syndicats CGT, FO et CFDT, sollicités aussi par la presse locale présente.

■ **Quelles sont vos revendications ?**

À l'heure où on devrait négocier des augmentations de salaire, à cette étape on ne demande que le maintien de tous nos acquis, certains vieux de 30 ans. Les propositions de la direction pour la nouvelle grille de rémunération et de primes nous feraient perdre entre 250 et 300 €. La richesse de la boîte, c'est nous qui la créons. Sur la question des salaires, partout, on est tous dans le même mouvement. Avec la mise en concurrence des divers opérateurs de transport routier, la Région et Île-de-France Mobilité ont organisé un dumping social. La subvention attribuée à notre secteur



Verneuil-sur-Seine, dépôt de bus Keolis, le piquet de grève occupe l'entrée du site.

regroupant les sites de Nanterre (Hauts-de-Seine), Montesson et Verneuil (Yvelines) a été diminuée de 5 millions d'euros ! Transdev a perdu le marché au profit de Keolis « Autocar DELION », le transport routier à bas coût. L'accord collectif précédent acquis avec Transdev arrive à son terme. La direction a attendu le dernier moment pour ouvrir des négociations pour un nouvel accord de substitution. Elle joue la montre et a annulé 3 rencontres depuis le 6 juillet. En 12 mois, nos organisations ont déposé 3 alarmes sociales pointant la dégradation des conditions de travail et la qualité du service sans aucune réponse de la direction. Et puis il y a l'amplitude horaire (jusqu'à des journées de 14 h), les horaires décalés, le travail le weekend, pour des salaires proches du SMIC. Pour les conducteurs contraints

de faire plusieurs allers-retours domicile travail, au prix du carburant, ça devient un luxe de travailler ! Dans les services « exploitation », avec la mutualisation, les collègues sont contraints à la polyvalence. Ça crée des problèmes même sur nos paies. Les bus ne sont plus désinfectés. Les voyageurs aussi subissent la dégradation du service.

■ **Comment s'organise la grève ?**

Une intersyndicale CGT, FO et CFDT s'est constituée sur la revendication du maintien de tous nos acquis. Elle a déposé un préavis de grève illimité et appelé à 2 premiers jours de grève les 13 et 14 octobre. 80% des personnels sont en grève dont près de 100% de conducteurs. C'est historique ! Si la direction ne recule pas, on repartira. On n'a rien à perdre.

Editorial

A bas la guerre et l'exploitation

■ **Ayant participé à une meeting contre la guerre et l'exploitation ce 22 octobre à Paris, nous avons entendu les prises de parole des camarades de Grande-Bretagne, d'Afghanistan, des Etats-Unis, du Burkina-Faso, de France, de Russie, de Biélorussie, d'Allemagne, du Sri-Lanka, de Palestine et de Chine. Nous avons entendu en particulier le camarade de Biélorussie déclarer « il y a dans cette salle des camarades d'Ukraine, de Biélorussie et de Russie. Je déclare en leur nom que nos peuples ne veulent pas la guerre. Nos peuples ont besoin de la paix et du socialisme ». En France, et dans le monde, l'heure aussi est au combat pour la paix et le socialisme. Nous en serons ! » Dans notre pays la pauvreté s'étend, les écoles manquent d'enseignants, les hôpitaux manquent de médecins comme en témoigne le service de pédiatrie de l'hôpital de Poissy. C'est cela la politique de Macron. le POID combat pour l'unité des travailleurs pour chasser Macron, pour un gouvernement des travailleurs. Nous vous proposons de rejoindre le POID.**

GRÈVE AU DÉPÔT PÉTROLIER TOTAL

« J'ai déjà été réquisitionné en 2010 »

Gargenville

Le 13 octobre, nous avons rencontré Patrice Lhori, élu CGT du dépôt Total Energie de Gargenville. Il nous explique les raisons de la mobilisation des salariés de Total.

« Pour nous les revendications c'est une augmentation des salaires de 10% en 2022 alors que l'inflation est à 8 % et qu'il n'y a eu aucune augmentation en 2021 pour une inflation à 2,8%). Total a fait 16 milliards de dollars (14 milliards d'euros) de bénéfices en 2021. En 2022 c'est

encore plus : 18,8 milliards sur un semestre. J'ai déjà été réquisitionné en 2010 au moment de la grève sur les retraites.

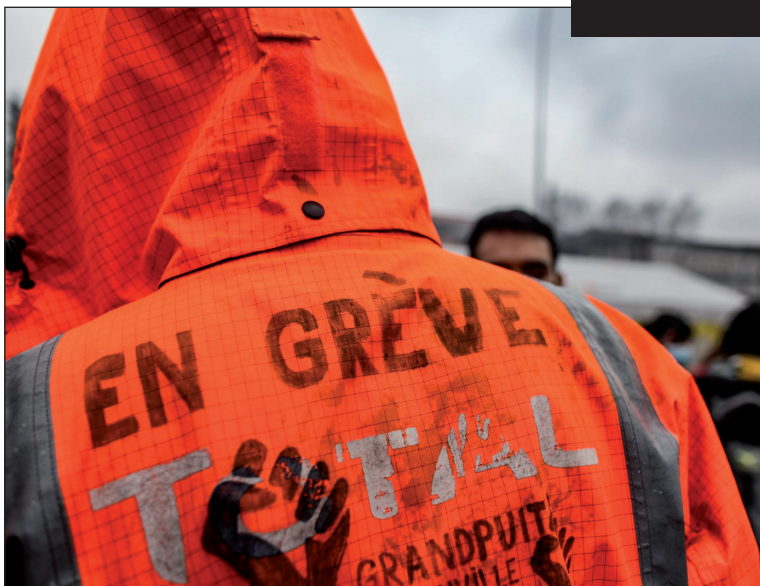
« Chez Total les gens ne se contenteront pas d'une prime. »

Réquisitionné, car le dépôt de Gargenville alimente le JET pour les aéroports parisiens. Réquisitionnés, si on ne suit pas la réquisition, on risque des amendes et la prison (1). Je pense que les dernières annonces de Total sur le fait que nous aurions des salaires de 5000 euros en moyenne

vont faire monter la mayonnaise. Les salariés ne sont pas d'accord de voir balancer des chiffres erronés pour monter la population contre les grévistes. Chez Total les gens ne se contenteront pas d'une prime. »

(1) Un refus peut constituer un délit passible de 10 000 euros d'amende et de six mois d'emprisonnement.

Les salariés de Total Energies se sont mobilisés pour leur salaire, alors que le pétrolier a engrangé des profits records avec 14 milliards en 2021 et encore plus en 2022.



Education

Abrogation de la « loi Blanquer » par la mobilisation dans l'unité

Les Mureaux

Une soixantaine de professeurs des écoles des Mureaux (Yvelines) étaient rassemblés, vendredi 14 octobre, avec leurs 3 syndicats SNUDI-FO, SNUipp-FSU et CGT Educ. La quasi-totalité des 22 écoles maternelles et élémentaires étaient représentées. Une délégation a été reçue par l'inspectrice.

Les revendications affichées par la délégation : annulation des évaluations d'écoles et les recrutements nécessaires en personnels formés, en remplaçants, en enseignants spécialisés et en AESH pour l'accompagnement des élèves en situation de handicap.

L'évaluation d'école joint dans un même dispositif, les inspecteurs de l'éducation nationale, les associations de parents, les municipalités. Les enseignants et leurs syndicats craignent à juste titre la mise en concurrence de leurs écoles. Déjà l'an dernier, les écoles désignées comme volontaires avaient refusé le dispositif. À la rentrée de septembre, à nouveau, 5 écoles choisies ont rejeté l'évaluation. Mais leur inspection maintient ses choix. Rappelons que cette évaluation est inscrite dans la loi dite « Pour une École de la confiance » du 26 juillet 2019, du ministre Blanquer. Loi, qui en son temps avait été l'objet de grèves et de manifestations.

Une nouvelle fois, est posée la question de l'abrogation de la « loi Blanquer » par la mobilisation dans l'unité la plus large des organisations convergeant vers le ministère.

GUYANCOURT ET FLINS

Renault fait 976 millions de bénéfices et continue de supprimer des emplois



Usine Renault Flins Au montage, la direction envisage de supprimer les équipes d'après-midi et de passer à la semaine de 4 jours.

La direction de Renault s'était fixé, en 2020, l'objectif de supprimer 4600 emplois en France. Après avoir touché 5 milliards d'euros de prêt, en application du vote unanime de l'Assemblée le 19 mars 2020, elle a continué sur ce chemin des suppressions d'emplois en 2022 : nouvelle RCC (Rupture Conventionnelle Collective) et filialisation de la branche électrique pour mieux délocaliser l'activité des moteurs thermiques.

Un salarié du Technocentre Renault de Guyancourt (78) témoigne des conséquences. Les effectifs vont vers le bas. Il n'y a pas de licenciements mais le nombre de salariés sur le site baisse de plus en plus. Rappelons qu'il y avait 9438 salariés sur le site en 2014. Renault a annoncé 2500 suppressions emplois en novembre 2020. Il y a des départs en retraite anticipés, des gens mis en dispense d'activité, payés pendant 2 ou 3 ans avant leur retraite par les ASSEDIC.

Le recours aux prestataires se développe de plus en plus (20 % des salariés du site), en même temps il y a de moins en moins de salariés Renault. Des bâtiments du site seront vendus ou loués. Des services d'ingénierie ont été délocalisés en Roumanie et en Amérique du sud.

Toujours plus de précarité et de suppressions d'emplois

Avec la guerre en Ukraine, Renault a abandonné toute activité en Russie où il avait pourtant beaucoup investi. Il a tout revendu pour un euro symbolique. En Russie, comme précédemment en Iran, c'est la perte de marchés à cause de sanctions politiques. Je suis en CDI. Mais pour l'instant, je n'ai reçu pour 2022 qu'une augmentation de 1 % et aucune prime pour l'inflation. Pourtant Renault a fait 976 millions de bénéfices en 2021.

En deux ans le nombre de salariés de Flins est passé de 4000 à 2800

En deux ans le nombre de salariés est passé de 4000 à 2800 et on nous baratine sur le développement de l'économie circulaire, de rénovation de véhicules d'occasion. Mais c'est pour combien de personnes ? En 2021 Renault a réalisé près d'un milliard de bénéfices. Dans le même temps Renault a bénéficié d'un prêt de 5 milliards d'euros de la part de l'Etat sur les 629 milliards versés aux entreprises et il a supprimé 4600 emplois et a liquidé des sous-traitants comme la SAM dans l'Aveyron. L'usine de Renault Flins a été une nouvelle fois au

chômage technique du vendredi 14 au lundi 24 octobre 2022. Il y aurait un problème d'approvisionnement de composants pour la Micra, que des entreprises sous-traitantes comme Bosch aurait du mal à fournir. L'arrêt de la Micra est prévu pour fin 2022 mais la date de l'arrêt réelle, on la connaîtra au dernier moment. Ils ne disent rien. Concernant la production de la voiture électrique ZOE, le projet de la direction est de passer d'une quarantaine de véhicule à l'heure à 23-25.

Pour le montage, un projet est en cours de discussion : passer à la semaine de quatre jours ; le vendredi sera non-travaillé. Le travail commencera à 5 h 24 et finira à 14 heures, il n'y aura plus d'équipe d'après-midi. A l'emboutissage, de nouvelles gammes devaient être livrées en juillet et rien n'arrive. Les salariés sont surveillés. Un collègue a été convoqué pour recevoir une éventuelle sanction. On a tous debrayé et nous sommes allés devant le bureau de la direction. On nous encourage à partir vers d'autres sites ou à se reconvertir dans autre chose par exemple dans les moteurs à hydrogène. Les salariés des raffineries sont en grève depuis trois semaines. Ne faut-il pas l'action, à Flins, tous unis, pour le maintien de tous les emplois.

